



TUNISIE

La **République Tunisienne**, est un pays d'Afrique du Nord appartenant au Maghreb. compte 11,53 millions (2017) d'habitants (dont environ 50.2% de femmes). La Population urbaine est de 67%. Le PIB est de 0.4% par habitant. La Tunisie vit depuis 8 ans un passage vers la transition démocratique suite à la révolution du 14 Janvier 2011, notamment une forte progression en matière des droits humains. Les principaux secteurs économiques du pays sont l'agriculture, le tourisme, l'industrie et les services. Le pays, en déclin sur le plan économique, est confronté à un taux d'endettement élevé qui menace de porter atteinte aux acquis nationaux.

Pour les indicateurs du pays comparés à la moyenne internationale, on note une nette progression dans les domaines suivants :

- La réduction des inégalités (sociale, sanitaire, politique)
- L'augmentation du nombre de dispositifs et de programmes de protection sociale
- Les subventions allouées pour l'alimentation et les énergies
- Les dépenses allouées à l'éducation (6.6% du PIB)
- Le développement humain et l'accès aux services (pour l'IDH la Tunisie est classée au 4ème rang Africain et 95ème mondial)
- L'état de droit



La Tunisie est signataire depuis 2015 de **l'Agenda 2030** et s'est engagée dans la promesse de « ne laisser personne de côté ». Parmi les actions entreprises pour l'aider à réaliser ses engagements nous citons : la mise en place de plans d'actions nationaux, le renforcement du système national de données, cadre pour le suivi et l'évaluation des progrès des ODDs. La Tunisie présente son Rapport National Volontaire (RNV) en Juillet 2019 à la conférence internationale HLPF aux Nations Unies.

DROITS DES FEMMES

L'égalité femmes-hommes est un axe majeur en Tunisie depuis l'indépendance. La Tunisie est en tête des pays Arabes par rapport aux droits acquis des femmes et leur émancipation : Plus d'un tiers des parlementaires et près de la moitié des élu-e-s locaux sont des femmes. Les résultats des premières élections municipales tenues en 2018 sont de 48% de femmes candidates, et 20% au poste de maire. La Tunisie a reçu en 2016 le prix du meilleur indice des droits sociaux des femmes de l'Union Africaine.

Toutefois, certains chiffres démontrent le travail nécessaire pour faire mobiliser toutes les parties prenantes et diminuer les inégalités dans certains secteurs fonctionnels du pays, où 4% des femmes sont chefs d'entreprise, et 6,5% sont propriétaires.

Paradoxalement, il y a une surreprésentation des femmes dans les secteurs informels, à laquelle on rajoute une responsabilité familiale peu partagée.

Les femmes rurales restent marginalisées, pourtant elles représentent 32% de la totalité des femmes dans le pays et jouent un rôle stratégique dans l'économie du pays. Elles constituent 58% de la main d'œuvre agricole et 80% de celle forestière. De même, elles sont plus touchées par la pauvreté et payées 25% moins cher que les hommes.

D'autres défis sont à surmonter concernant les violences envers les femmes. 54% des femmes ont subi une forme de violence dans l'espace public entre 2011 et 2015.

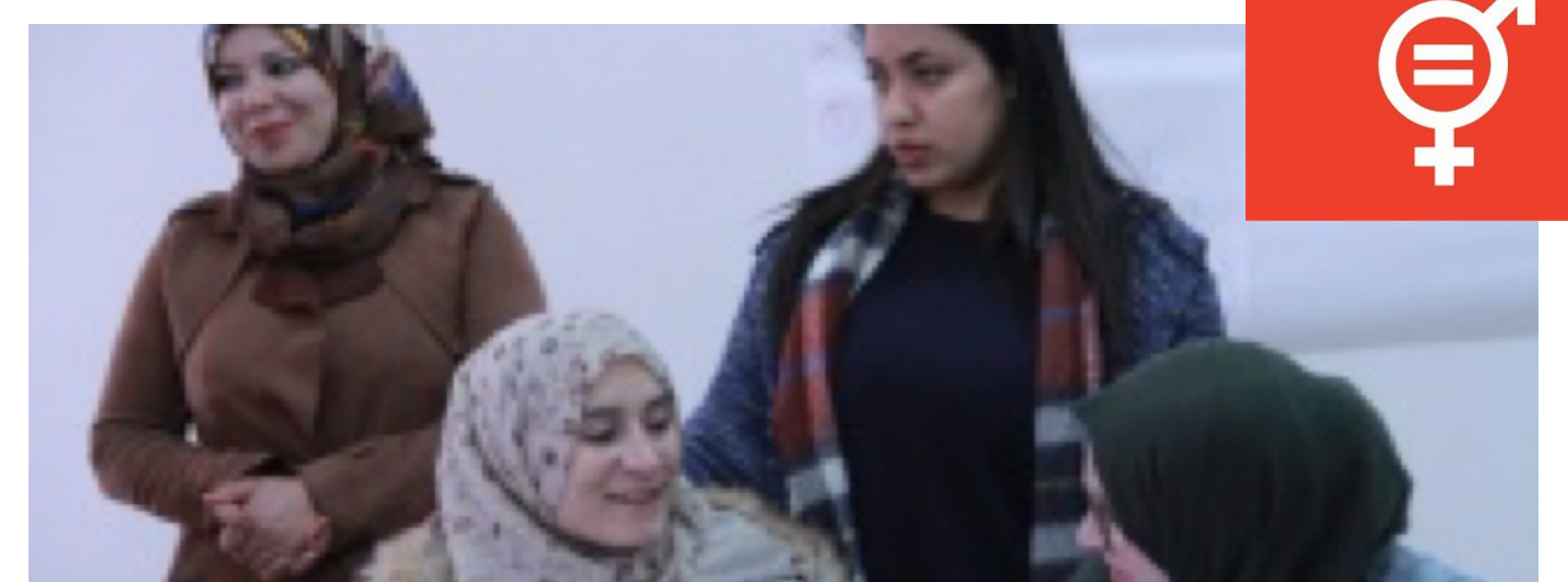
Les différentes formes de violences enregistrées sont 41,2% violences physiques, 78% violences psychologiques dans l'espace public, et 75.4% violences sexuelles.

54%

des femmes ont subi une forme de violence dans l'espace public

36%

des parlementaires sont des femmes



Atelier en Tunisie





WOMEN2030 EN TUNISIE

Dans le cadre du programme Women2030, qui vise à renforcer les capacités des organisations des droits des femmes sur la mise en oeuvre et le monitoring des Objectifs du Développement Durable (ODD), **WEP (Women Environmental Programme) Tunisie**, une ONG tunisienne partenaire de WEP Nigeria et WECF (Women Environment for Common Future) a réalisé une enquête auprès de 190 personnes pour faire entendre les voix des communautés locales dans le monitoring des ODDs. L'enquête a été réalisée dans trois milieux (rural, périurbain et urbain) de la région de Kasserine. Les résultats retenus de l'enquête ont porté sur des questions multiples en relation avec les droits des femmes et les ODD.

WEP Tunisie a également organisé une réunion de consultation politique en Octobre 2018, et a pris l'initiative de contacter le gouvernement à travers ses institutions relatives pour être présente en tant que société civile dans les différentes discussions relatives aux ODD.

WEP Tunisie a fourni tous les efforts pour s'intégrer dans la plateforme nationale ce qui lui a permis de présenter ses commentaires lors de la discussion du premier draft du RNV et les deux autres réunions qui ont suivies afin d'influencer les politiques pour une prise réelle d'actions et de décision sur le terrain.



TUNISIE



Enquête réalisée auprès de 190 personnes



Réunion de consultation politique sur la mise en oeuvre des ODD, Octobre 2018

DÉMOGRAPHIE

190 personnes - 91 femmes et 89 hommes, issu-e-s de milieux ruraux, péri-urbains et urbains de la région de Kasserine, ont rempli un questionnaire développé dans le cadre du programme Women2030 portant sur des ODD et indicateurs clefs. Les données collectées sont basées sur les besoins des communautés et peuvent contribuer à une analyse nationale de la mise en oeuvre des ODD.

Les résultats montrent un écart important sur la répartition du temps de travail non rémunéré et de loisirs entre femmes et hommes. En effet, les femmes passent jusqu'à 2,7 heures de plus que les hommes par jour aux travaux domestiques, particulièrement en milieux ruraux et péri-urbains.

Les conditions de vie, notamment en termes de logement et d'eau et assainissement, ne sont satisfaisantes dans aucun des milieux. En milieu rural, 1/2 femme déclare que les conditions en termes de logement sont mauvaises à très mauvaises, et 67% déplorent des mauvaises conditions d'assainissement.

La majorité des personnes interrogées ont déclaré que les femmes avaient une influence dans les processus de décisions politiques au niveau national. Ce chiffre atteint jusqu'à 97% en milieu urbain.

En milieu rural et péri-urbain, la mesure prioritaire pour améliorer l'égalité femmes-hommes est une campagne contre les violences faites aux femmes. En milieu urbain, cette priorité se classe deuxième, après des transports publics plus sûrs.

67%

des femmes en milieu rural déplorent des mauvaises conditions en termes d'assainissement.

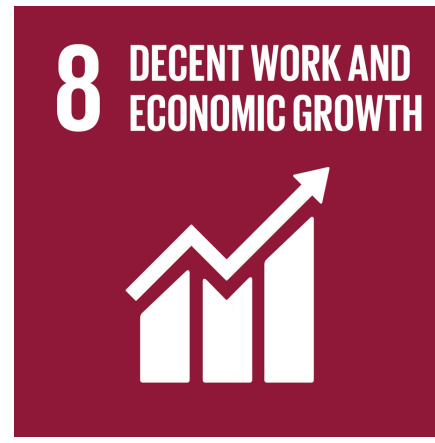


Peri-urban region of Hrahra Sbeitla, in Kasserine

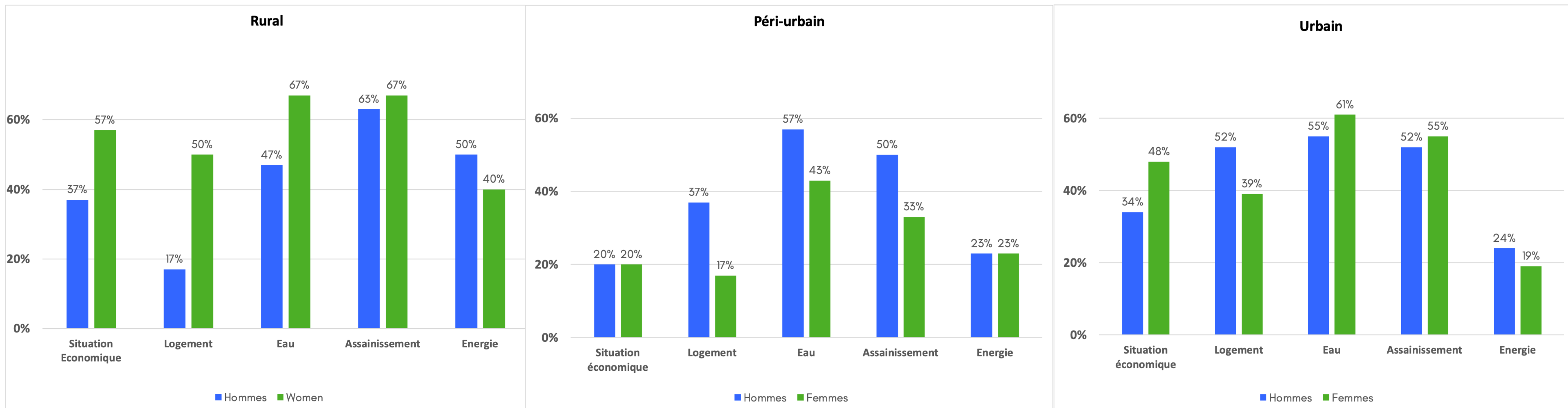




CONDITIONS DE VIE



Pourcentage de personnes interrogées déclarant que leurs conditions de vie sont mauvaises ou très mauvaises en termes de...



1/2

femme en milieu rural déclare que les conditions en termes de logement sont mauvaises à très mauvaises.

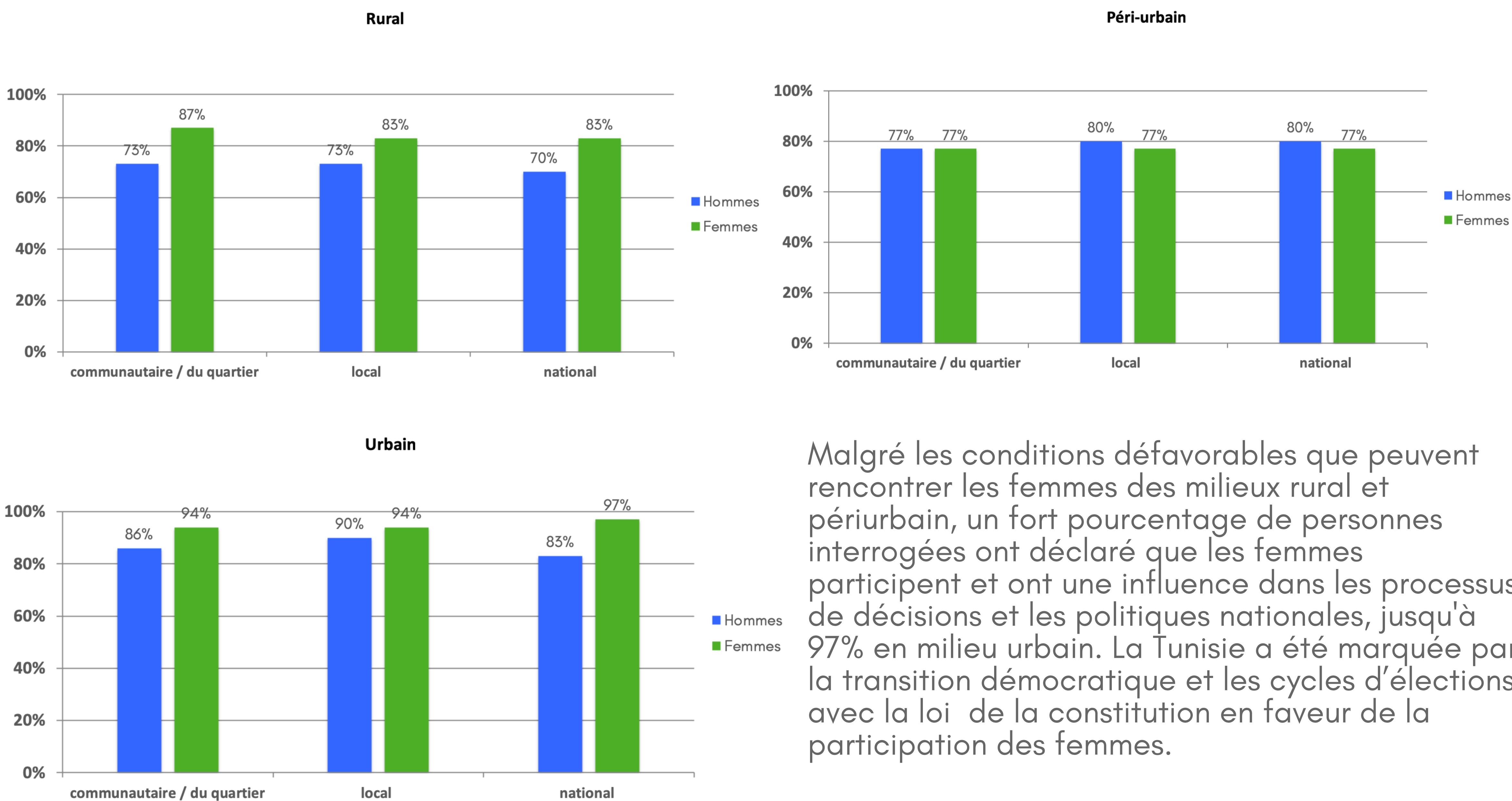
57%

des femmes en milieu rural déclarent que leur situation économique est mauvaise ou très mauvaise.

PROCESSUS DE DÉCISION



Pourcentage (%) des personnes interrogées qui déclarent que les femmes participent et ont une influence sur les processus de décision aux niveaux...

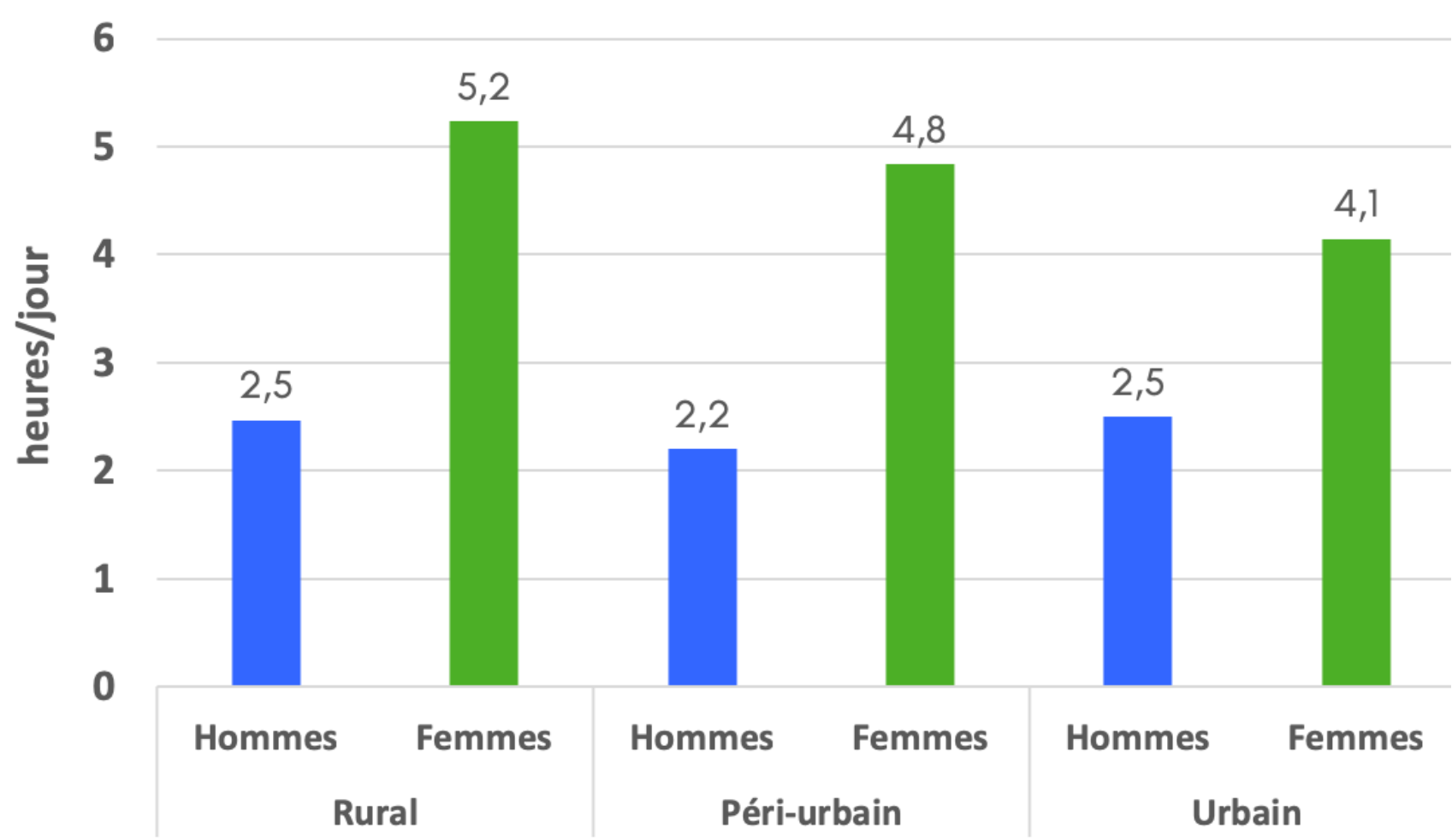


Malgré les conditions défavorables que peuvent rencontrer les femmes des milieux rural et périurbain, un fort pourcentage de personnes interrogées ont déclaré que les femmes participent et ont une influence dans les processus de décisions et les politiques nationales, jusqu'à 97% en milieu urbain. La Tunisie a été marquée par la transition démocratique et les cycles d'élections avec la loi de la constitution en faveur de la participation des femmes.

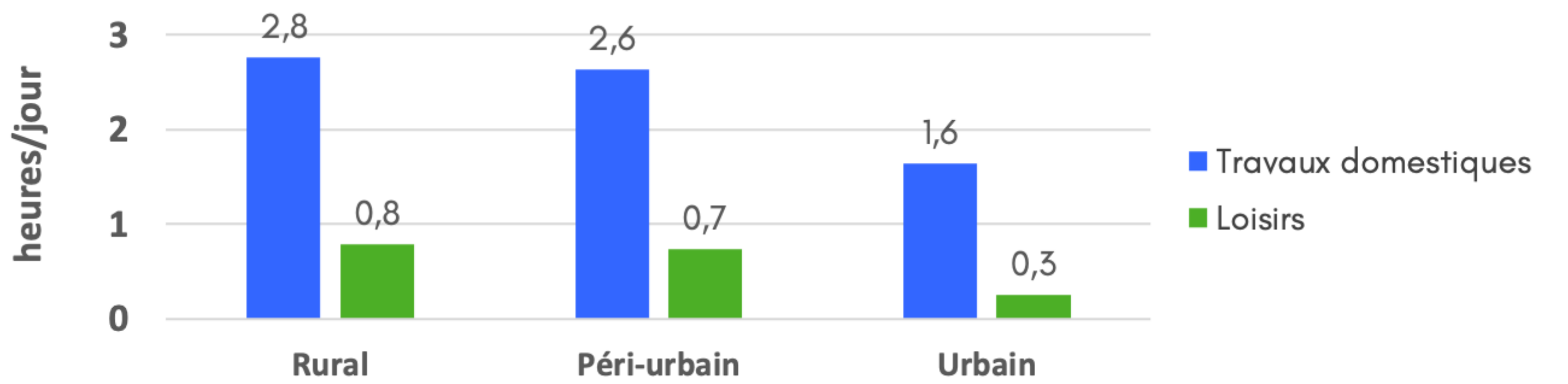


TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

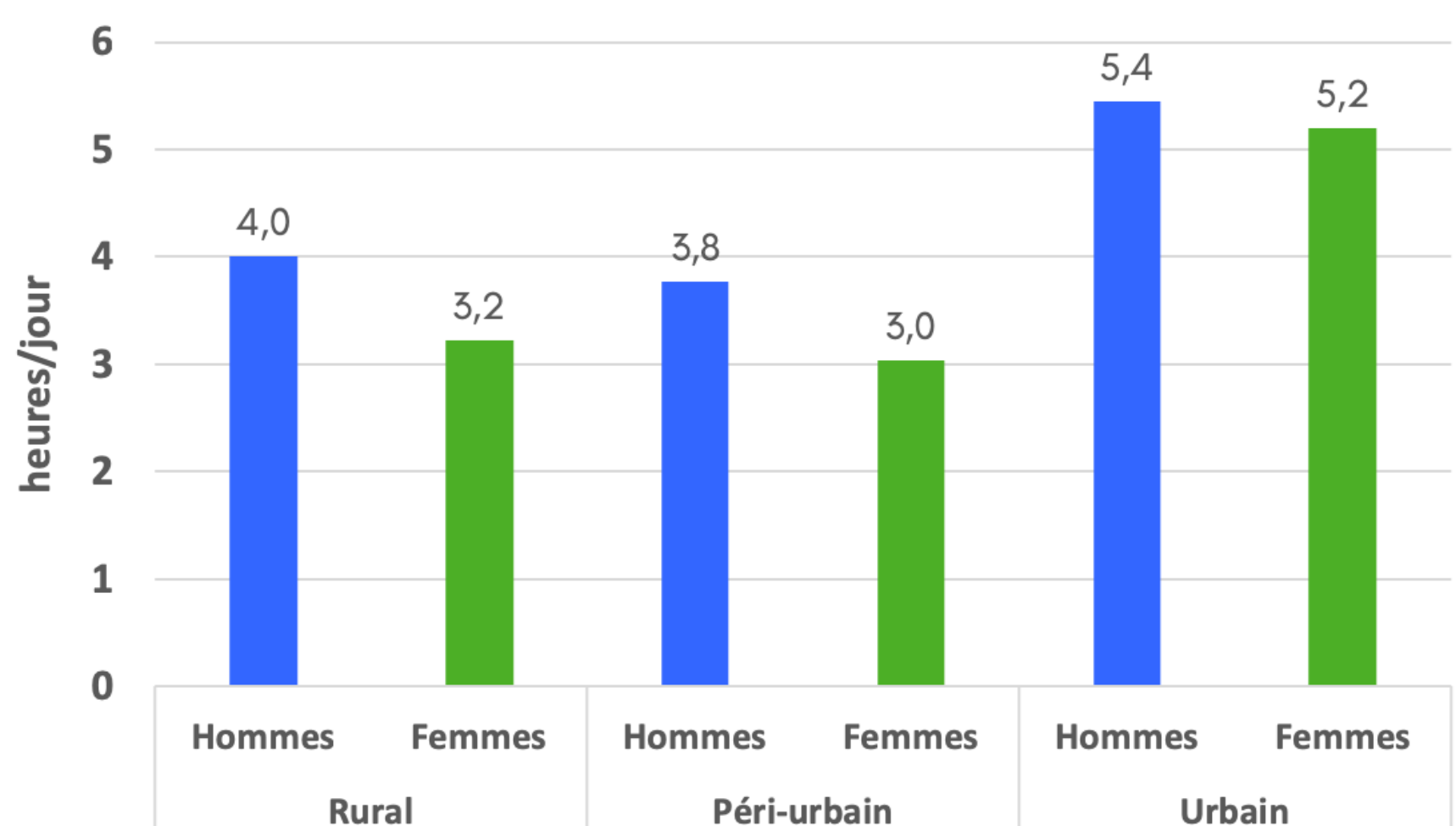
Temps moyen passé aux travaux domestiques



Ecart entre le temps passé aux travaux domestiques et aux loisirs - chiffre positif montre un avantage pour les hommes



Temps moyen passé aux loisirs



Dans toutes les régions, les hommes ont rapporté passer plus de temps aux loisirs et moins au travail domestique que les femmes. Les femmes passent en moyenne 2,7 heures de plus que les hommes aux travaux domestiques et 0,8 heures de moins aux loisirs en milieu rural et périurbain. En milieu urbain, l'écart entre le nombre d'heures dépensés pour les travaux domestiques régresse, même si l'écart persiste : les femmes passent 1,6 heures de plus que les hommes aux travaux domestiques, et 0,2 heures de moins aux loisirs.

2,8h

En milieu rural, les femmes passent 2,8 heures de plus par jour aux travaux domestiques, et 0,8 heure de moins aux loisirs.

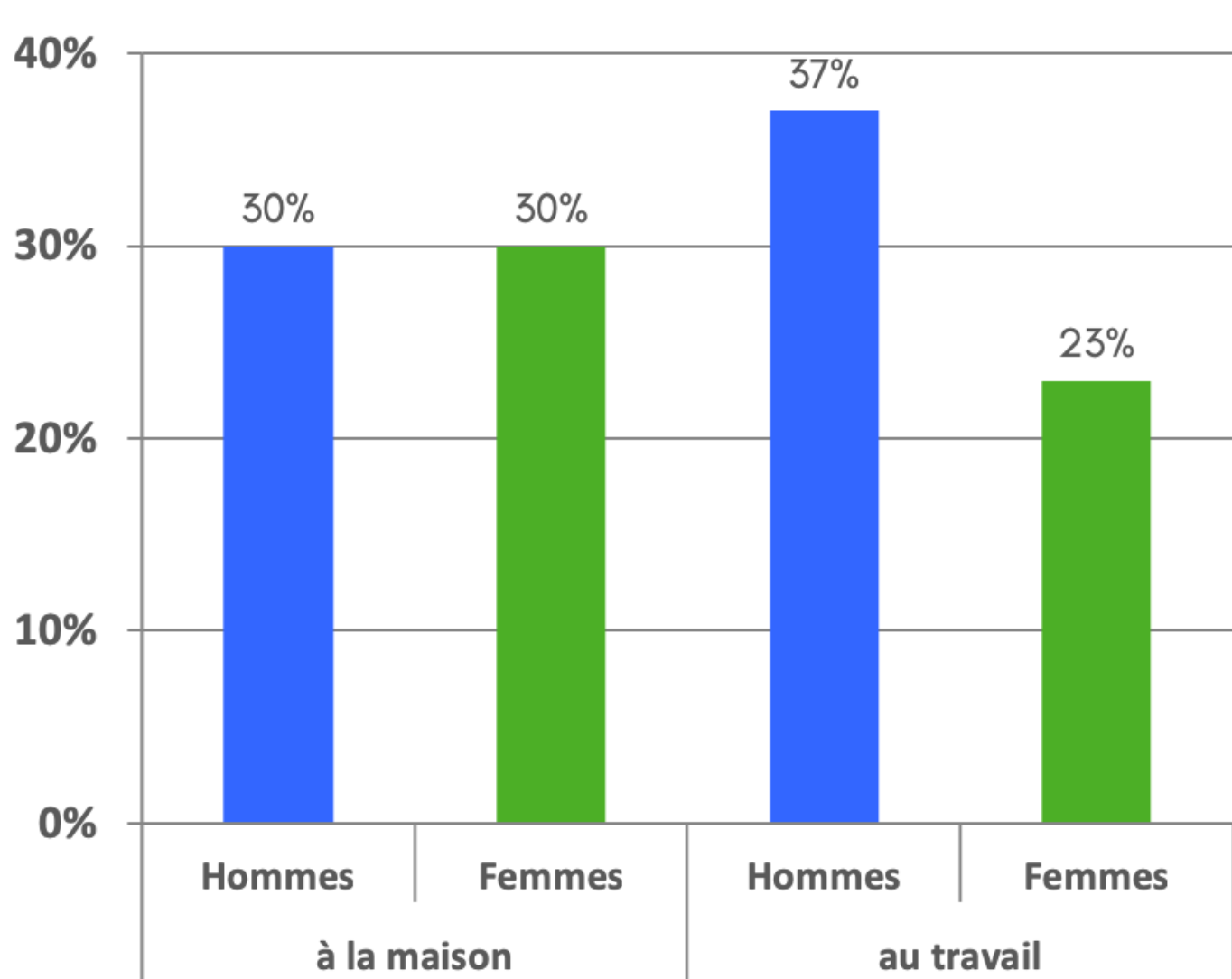
5 GENDER EQUALITY



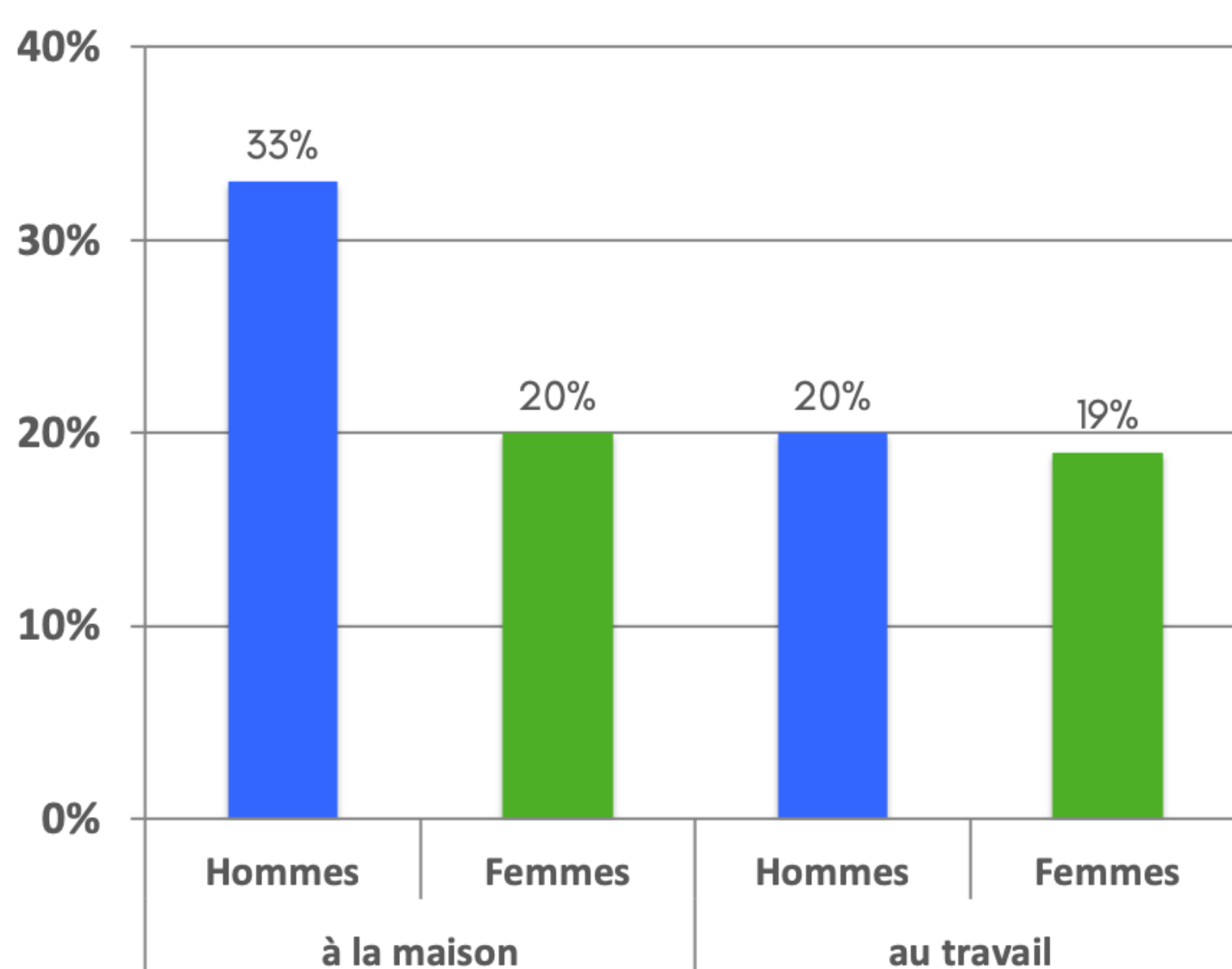
CONDITIONS D'HYGIÈNE

Pourcentage (%) des personnes interrogées qui déclarent ne pas avoir de conditions d'assainissement et d'hygiène décentes

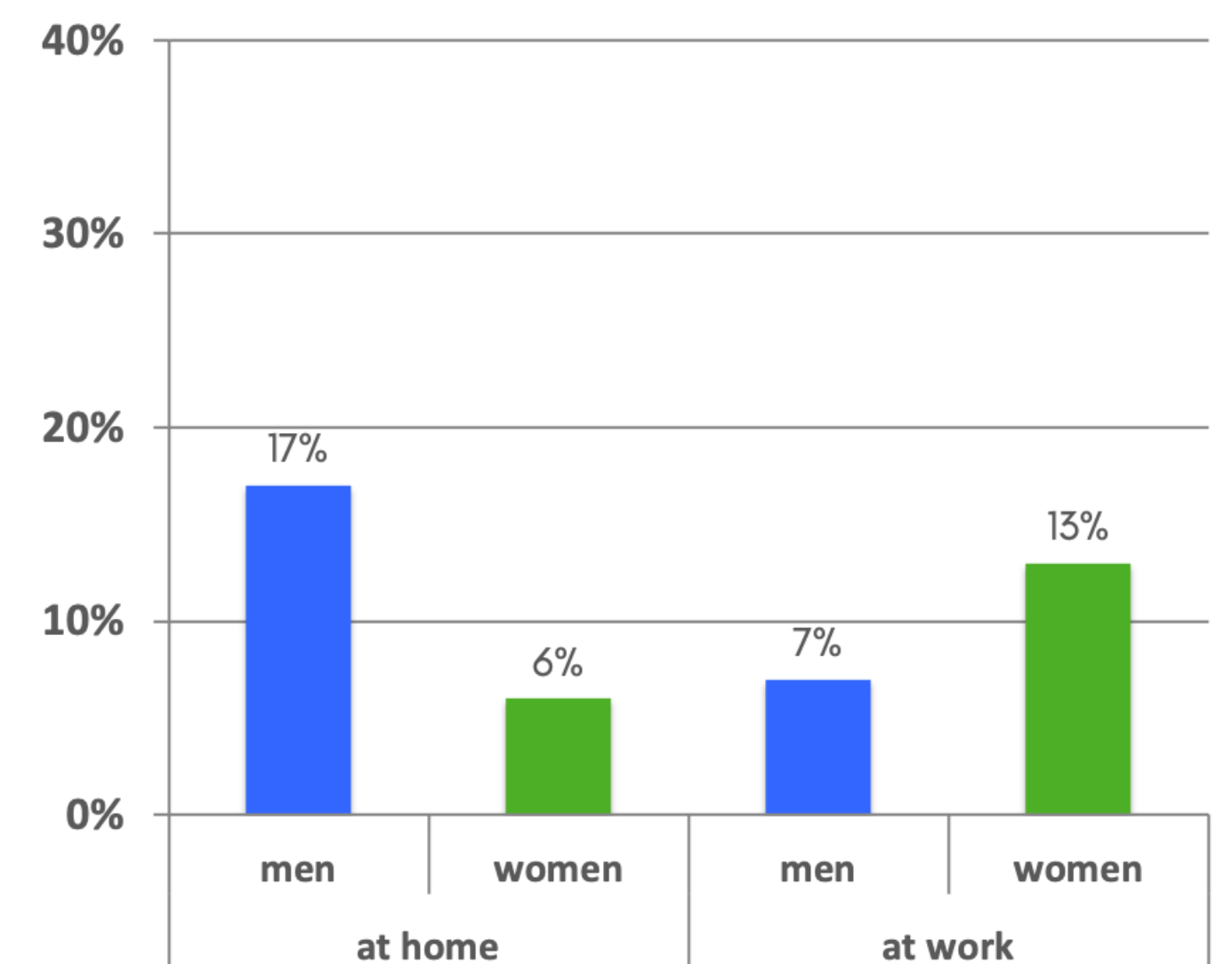
Rural



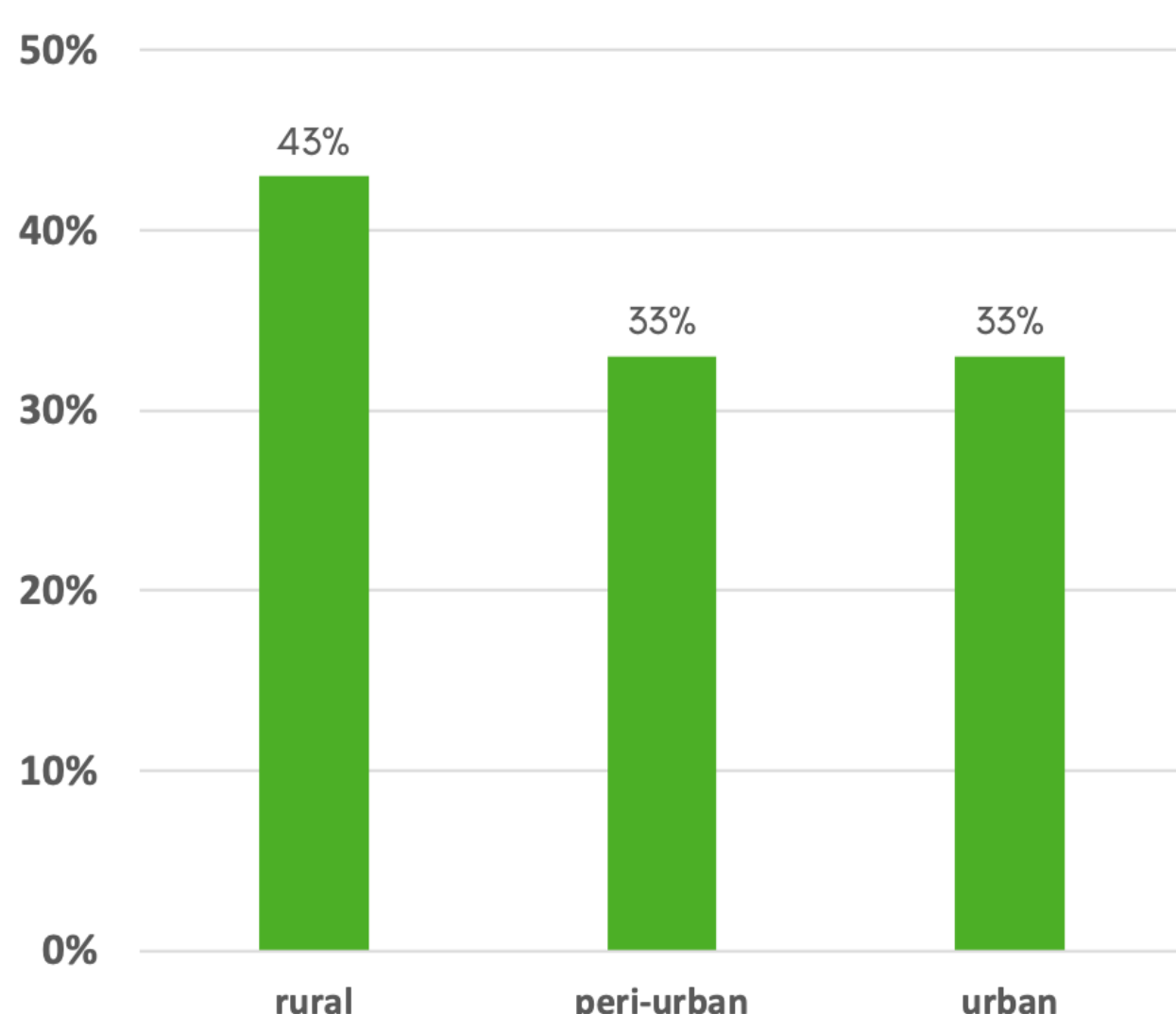
Péri-Urbain



Urbain



Conditions d'assainissement et d'hygiène insuffisantes à l'école



43%

En milieu rural, 43% des femmes interrogées indiquent que les filles n'ont pas de conditions d'hygiène et d'assainissement suffisantes à l'école.

6 CLEAN WATER AND SANITATION





ÉDUCATION

La Tunisie depuis l'indépendance a misé sur l'éducation. Les dépenses allouées à l'éducation sont de 6.6% du PIB. On compte un taux d'alphabétisation de 81,8% de la population, avec une légère disparité : 89,6% des hommes et 74,2% femmes (2015) savent lire et écrire.

Le taux net de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans est de 99.2%.

Le taux de chômage chez les jeunes reste élevé, et touche 34.4% des 15 à 24 ans. 18% des jeunes sont inactifs et ne sont ni dans l'éducation, ni dans l'emploi ni dans la formation.

Le taux de chômage pour les diplômés de l'enseignement supérieur est de 29,7% en 2018 et il est plus élevé chez les femmes (39,6%) que chez les hommes (18,4)%.

Le volet éducation a été traité dans le Rapport Volontaire National (RVN) d'une manière narrative et ne fait pas apparaître les relations avec le taux de chômage, les disparités et les emplois informels. On note l'absence de programme réel.

4 QUALITY EDUCATION



Atelier de renforcement de capacités

RAPPORT NATIONAL VOLONTAIRE

Le **Rapport National Volontaire (RVN)** de la Tunisie relate des états des lieux, des programmes, des projets et lois pour répondre aux défis d'atteindre les objectifs ODDs. Ce rapport a permis d'étaler les problématiques de droits des femmes, des enfants et des groupes marginalisés dans et la vision de l'état pour les années à venir à travers ses institutions nationales pour répondre à ses engagements. On signale que le domaine des statistiques a pris une part importante dans le rapport où un programme d'amélioration des données nationales à travers l'Institution Nationale des Statistiques a été détaillé, afin de donner à cette institution le pouvoir analogique pour suivre les ODDs.

L'Article 18 de la Loi Organique du Budget de l'État (LOB) au titre de l'année 2020 assure, pour la première fois, la préparation du budget de l'État sur la base d'objectifs et d'indicateurs garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes et tous les groupes de la société, sans discrimination. Tous les ministères sont appelés à le respecter et l'appliquer.

Toutefois on avance quelques commentaires:

- Il manque la mise en place d'une stratégie de communication des travaux relatifs aux ODDs pour une meilleure mise en œuvre ;
- Absence de certains indicateurs potentiels nationaux tels que l'indice de GINI sur les inégalités des revenus ;
- Absence d'information statistique actualisée liée notamment à la pauvreté le taux de vulnérabilité des familles au niveau régional. Les derniers chiffres datent de 2015 et ne sont pas nombreux ;
- Le manque de références sur des études stratégiques nationales au niveau régional ;
- Une répétition des données et/ou statistiques le long du rapport qui s'explique par les croisements des indicateurs, d'où la nécessité de faire une filtration des principaux thèmes afin d'éviter la duplication des travaux, programmes et lois,
- Améliorer la compréhension des parties prenantes et éviter de travailler en silos

- Le rapport fait régulièrement mention des droits des femmes. Toutefois, les ODDs doivent permettre aux stratégies et programmes annoncés de pouvoir mesurer la valeur ajoutée de ces programmes en termes de PIB pour diminuer les disparités existantes. Il est à noter que les femmes en milieu agricole sont la principale main d'œuvre et assurent la sécurité alimentaire, pourtant ce volet n'a pas été abordé dans le rapport, alors que l'agriculture est un pilier fondamental de l'économie.
- Ambiguïté entre la relation des ODDs et les 10 principes du Pacte Mondial auquel la Tunisie a adhéré : la multiplicité des cadres internationaux attribués à la mise en place des mêmes valeurs font dévier les objectifs et diminuent l'efficacité des résultats.



RAPPORT NATIONAL VOLONTAIRE

En relation avec la société civile :

- Malgré la mobilisation de la société civile, le nombre exact des participants dans la réalisation du rapport n'a pas été dévoilé ;
- Absence de données sur la qualité et la pertinence de la société civile pour l'élaboration du rapport à travers les groupes de travail constitués ;
- Des programmes et projets cités sans des références claires sur comment la société civile pourrait y prendre part ;

Intégration du genre dans les ODDs en Tunisie : la femme un moteur durable d'entrepreneuriat. La promotion et l'intégration des groupes de développement des femmes et particulièrement la femme rurale dans l'économie formelle sont un potentiel sous-estimé.

D'une manière plus concrète, la réussite des coopératives de femmes nécessitent le renforcement des capacités dans les domaines suivants:

- L'entrepreneuriat (gestion financière, planification commerciale, autonomisation financière)

- La gestion des leurs projets d'une manière écologiquement durable (protection des ressources naturelles, protection de la biodiversité, diminuer l'utilisation des intrants agricoles par l'approche agroécologique, limiter l'utilisation du plastique, la résilience aux changements climatiques)
- L'intégration dans la vie politique afin de participer à la bonne prise de décision pour un environnement durable
- Pour adapter à leurs activités les alternatives aux énergies renouvelables
- Dans les traitements des rejets liquides (assainissement de l'eau) et les déchets solides (organiques, plastiques et électroniques)

RECOMMANDATIONS

Rapport National Volontaire. Le VNR est une occasion unique pour faire émerger les problèmes majeurs à l'échelle nationale dans un même document. Le VNR doit être repris avec une autre lecture pour valoriser les données qui sont redondantes et dégager les besoins intersectoriels dans la société. Il aurait pu être un document de préparation des plans nationaux dans les différents Ministères.

Intégration dans les plans et programmes nationaux. La Présentation du VNR à HLPF avec des données concises et une vision très claire et performante pour les 11 ans restants devrait être une occasion pour les institutions internationales de proposer des aides pour la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 en Tunisie en relation avec son prochain plan quinquennal à l'échelle nationale, régionale .

Cohérence et synergies. Le plan des ODDs doit être dynamique de tel sorte qu'il intègre toutes autres dimensions renforçant la mise en place des ODDs pour éviter la création de nouvelles structures qui ont les mêmes perspectives et objectifs.

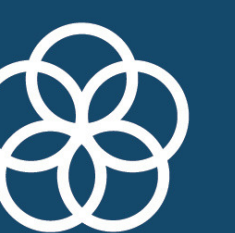
Mise en oeuvre et suivi. Un programme de suivi des programmes annoncés pour atteindre les objectifs est nécessaire à réaliser par la société civile afin de permettre une continuité dans la communication et un support pour la mise en oeuvre des engagements de l'Etat envers sa population.

Collection et accessibilité des données. Les données des statistiques devraient intégrer aussi des indicateurs de suivi de la mise en oeuvre des Conventions signées et ratifiées par l'état qui permettent de même l'implémentation des ODDs vu leurs croisements avec les indicateurs

Participation de la société civile. Une stratégie pratique doit être mise en place pour la collecte des activités des ONGs dans le cadre des ODDs afin de permettre :

- Les échanges entre les ONGs
- Eviter de dupliquer des activités
- Renforcer les capacités des ONGs afin d'acquérir des expertises
- Classification des ONGs par ODDs selon leurs attributions
- Etablir un mécanisme de recensement des ONGs efficace qui travaillent sur les ODDs pour renforcer la mise en place du plan national et/ou régional
- Faciliter les statistiques sur la société civile et leurs implications dans les ODDs
- Elaborer un réseautage avec toutes les parties prenantes

17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS



Atelier national sur les ODDs